



REVISION ALLEGEE N°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE MARTILLAC

*portant sur le déclassement d'un Espace Boisé Classé
(EBC) d'une superficie de 4,6 hectares afin de pouvoir
étendre le vignoble du Château Smith-Haut-Lafitte.*

Bilan de la concertation préalable

1. Rappel juridique de la concertation

Le Code de l'urbanisme fait obligation, pour les personnes publiques ayant l'initiative de procédure d'évolution de leur document d'urbanisme, d'organiser, le plus en amont possible des procédures administratives, la concertation afin d'associer pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

A l'arrêt de la révision à modalités allégées, le bilan de la concertation est présenté devant l'organe délibérant de la collectivité compétente, en l'occurrence la Commune de Martillac. Le bilan énonce les moyens de concertation mis en œuvre tout au long de la procédure d'élaboration et relate, d'une part, les remarques émises par les personnes ayant participé à la concertation et d'autre part, les analyses au regard du projet porté par la procédure.

La délibération du Conseil Municipal en date du 21 juin 2022 prescrivant la révision à modalités allégées n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Martillac portant sur le déclassement d'un Espace Boisé Classé (EBC) d'une superficie de 4,6 hectares afin de pouvoir étendre le vignoble du Château Smith-Haut-Lafitte a, **conformément aux textes, fixé les modalités de la concertation prévues par l'article L103-2 de la façon suivante :**

- La publication d'informations dans le bulletin municipal et sur le site internet de la mairie,

- La mise à disposition du public d'un registre destiné aux observations de toute personne intéressée jusqu'à l'arrêt du projet, consultable en mairie de Martillac, aux heures et jours d'ouverture,
- La possibilité d'écrire au Maire par courrier postal à l'adresse de la mairie, 14 Avenue Charles de Gaulle, 33650 Martillac, ou par courriel à l'adresse suivante: secretariat@mairie-martillac.fr

2. Rappel des textes

La concertation préalable conduite par la commune de Martillac dans le cadre de la révision à modalités allégées n°3 du PLU de Martillac est encadrée par les articles suivants du Code de l'urbanisme :

Article L103-2

Font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées :

1° Les procédures suivantes :

- a) L'élaboration et la révision du schéma de cohérence territoriale et du plan local d'urbanisme ;*
- b) La modification du schéma de cohérence territoriale et du plan local d'urbanisme soumise à évaluation environnementale ;*
- c) La mise en compatibilité du schéma de cohérence territoriale et du plan local d'urbanisme soumise à évaluation environnementale ;*

[...]

Article L103-3

Les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par :

[...]

3° L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public dans les autres cas.

Article L103-4

Les modalités de la concertation permettent, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente.

Article L103-6

A l'issue de la concertation, l'autorité mentionnée à l'article L. 103-3 en arrête le bilan.

Lorsque le projet fait l'objet d'une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, le bilan de la concertation est joint au dossier de l'enquête.

3. Objet de la concertation

La concertation qui a eu lieu dans le cadre de la révision à modalités allégées n°3 du PLU de la commune de Martillac, avait pour objet le point suivant.

La procédure de révision à modalités allégées n°3 vise à permettre le déclassement d'une superficie de 4,6 hectares d'un Espace Boisé Classé (EBC) afin de pouvoir étendre le vignoble du Château Smith-Haut-Lafitte.

Les parcelles concernées par la présente révision à modalités allégées sont localisées à 2,5 km au Nord du bourg, au lieu-dit « L'Hermitage ». En termes de zonage du PLU, elles sont classées en zone naturelle N. Une prescription surfacique de type Espace boisé classé (EBC) destinée à protéger des boisements ou à en créer est également présente sur l'ensemble des parcelles.

Cette protection interdit toute autre vocation à ces terrains dont la mise en valeur viticole envisagée.

Le site est constitué des parcelles A 1621, 1623, 1625, 1626 et 1627. **La superficie concernée est de 45 385 m² soit 4,6 ha.**

Actuellement non bâties, ces parcelles sont considérées comme des « prairies » et des « forêts de feuillus » par le référentiel Néo-Aquitain de l'Occupation du Sol (OCS). Ces parcelles sont plus précisément composées d'espèces de pelouses sableuses, de prairies mésophiles et de friches.

Afin de développer son activité et répondre à une demande qui ne faiblit pas, l'exploitation souhaite mettre en cultures de nouvelles parcelles, celles qui font l'objet de la présente révision à modalités allégées. Ces parcelles sont bien sûr classées dans l'appellation Graves Pessac-Léognan. Elles présentent toutes les qualités agronomiques qui permettront de faire un grand vin et sont identifiées aujourd'hui comme des parcelles AOC au repos.

Compte tenu du contexte local, ce sont les seuls terrains à proximité immédiate de la propriété qui peuvent être facilement mis en exploitation. Les autres terrains ne présentant pas des sols aux qualités agronomiques nécessaires, ou ayant une sensibilité naturelle trop importante, ou enfin étant déjà plantés par d'autres châteaux.

C'est la raison pour laquelle est souhaitée la levée de l'EBC sur cette parcelle afin de pouvoir permettre sa mise en culture.

4. Mise en œuvre de la concertation

Les modalités suivantes de concertation ont été mises en œuvre :

4.1 La publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation dès l'approbation de la présente délibération

La délibération ainsi que les modalités de concertation ont été publiées sur le site internet de la ville, dans un journal local diffusé dans le département, et en affichage en mairie pendant toute la durée de la procédure.

La parution presse de l'annonce légale a été effectuée le 14/06/2024 dans le journal COURRIER GIRONDE (ALC Régis).

4.2 Mise à disposition d'un cahier de recueil d'observations et de remarques

Depuis 14 juin 2024, la Commune a mis à disposition des habitants, en mairie de Martillac, un registre, afin de leur permettre de donner un avis sur la procédure en cours, sur les documents produits et sur les dispositions réglementaires instaurées par la révision à modalités allégées.

Ce registre était accessible aux heures ouvrables de la mairie.

4.3 L'insertion d'informations sur le bulletin municipal et sur le site internet de la commune

Sur le site internet de la Commune, à la page « *Le Plan Local d'Urbanisme (PLU)* », la rubrique consacrée au PLU de Martillac a été progressivement complétée par les différents documents liés à la procédure.

Des informations relatives au lancement de la procédure ont été insérées dans le bulletin municipal (*Martillac Magazine*) du mois juin 2022. Le magazine est également disponible sur le site internet de la commune à la rubrique « Vivre à Martillac » puis « Vie municipale » et « Le kiosque »

5. Bilan de la concertation

5.1 Les informations sur le bulletin municipal et sur le site internet de la commune

Elles ont permis d'informer les habitants sur la procédure engagée et sur le contenu du projet.

5.2 La consultation des documents en mairie

Personne ne s'est déplacé en mairie de Martillac pour consulter les documents d'études ou faire part de remarques éventuelles.

5.3 Registre disponible en mairie

Aucune remarque n'a été portée sur le registre mis à disposition du public, ni adressée par courriel.

5.4 En conclusion

Les moyens de concertation et d'information déclinés dans le cadre de cette concertation préalable ont permis d'informer les habitants et les acteurs du territoire et ont garanti la transparence de la procédure de révision à modalités allégées.

Toutefois, cette concertation n'a pas rencontré beaucoup d'intérêt auprès de la population.

Ceci étant, il convient de dresser un bilan favorable de la concertation préalable.

6. Annexe : les moyens de la concertation

a) Délibération de prescription

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL		
Commune de MARTILLAC		
République Française	Département de la Gironde	Canton de La Brède

Séance ordinaire du Conseil Municipal

En Exercice	Nombre de Membres	
	Présents	Votants
23	20	23
Date de Convocation		14 juin 2022
Date d'Affichage		14 juin 2022

Objet : Révision à objet unique du PLU : lancement de la procédure. (Espace Boisé Classé Smith Haut Lafitte).

DCM 031/2022

L'an deux mille vingt-deux le vingt-et-un juin à dix-neuf heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Dominique CLAVERIE, Maire.

Présents : Dominique CLAVERIE, Monique POLSTER, Alain SIDAOU, Cécile MALLET, Daniel CARON, Danielle BERRUYER, Micheline LIBREAU, Jacques MEILLAN, Micheline ROUZIER TOUSSAIN, Cécile BART, Sébastien BEAUCOTE, Renaud BRUNET, Stéphanie DARRIET, Jean-Pierre GAILLAUD, Julie HENNAUT, Grégory HOLTON, Julien MAILHE, Richard JAZE, Corinne MAZAS, Viviane TRESSOUS.

Absents excusés : Frédéric DELPECH, (pouvoir à D.CLAVERIE), Nadia MILLOT (pouvoir à M.POLSTER), François ROBINEAU (pouvoir à S.BEAUCOTE).

Secrétaire de Séance : Madame Vivianne TRESSOUS a été nommée Secrétaire de séance

M. le Maire expose,

Le Conseil Municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.153-32, L.153-34, R.153-20 à R.153-21 ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé par délibération en date du 25 février 2019, modifié le 25 février 2021 ;

Considérant que la mise en œuvre d'un projet de transfert d'un Espace Boisé Classé pour le Château Smith-Haut-Lafitte sur la Commune,

Considérant que le terrain d'assiette du projet est actuellement classé en zone N Forestier du plan local d'urbanisme,

Considérant qu'il y a lieu de créer un secteur de taille et de capacité identique afin de permettre la faisabilité d'un tel projet.

Considérant qu'il y a donc lieu de lancer une révision allégée du plan local d'urbanisme.

Après en avoir débattu et délibéré, le conseil municipal à la majorité des votants :

DECIDE

ARTICLE 1 : De prescrire la révision du plan local d'urbanisme pour cet objet uniquement selon la procédure allégée prévue par l'article L.153-34 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 2 : Les objectifs poursuivis par la Commune sont la création d'un secteur de taille de capacité identique sur le secteur dits des Pédocs et proches du ruisseau pour une surface équivalente aux parcelles cadastrées section A 1621-1623-1626-1627-1625 (soit 4 ha 76 ares et 40 ca) car présentant une structure de boisements intéressante et en respectant les enjeux naturalistes et environnementaux du secteur. Les 2 secteurs EBC à déplacer sont la propriété du Château Smith-Haut-Lafitte.

ARTICLE 3 : Une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet de plan local d'urbanisme révisé, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées sera organisée selon les modalités suivantes :

- Informations dans le bulletin municipal et sur le site internet de la mairie,
- Mise à disposition du public d'un registre destiné aux observations de toute personne intéressée jusqu'à l'arrêt du projet, consultable en mairie de Martillac, aux heures et jours d'ouverture,
- Possibilité d'écrire au Maire par courrier postal à l'adresse de la mairie, 14 Avenue Charles de Gaulle,

ARTICLE 4 : Conformément à l'article L.153-11 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :
à Madame la Préfète,
au Président du Conseil Régional,
au Président du Conseil Départemental,
au représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie,
au représentant de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat,
au représentant de la Chambre d'Agriculture,
au Président du SYSDAU ,
au Président de la Communauté de Communes de Montesquieu, l'autorité organisatrice de la mobilité,
au Président de la Communauté de Communes de Montesquieu, compétente en matière de Programme Local de l'Habitat

ARTICLE 5 : Conformément aux articles R.153-20 et R153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée durant un mois en mairie. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal d'annonces légales diffusé dans le département.

CONTRE : 4 (S.Damiet, J.Hennaut, R.Brunet, C.Mazas)

ABSTENTION : 3 (J.Meillon, A.Sidaoui, M. Libreau)

POUR : 16

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après envoi en
Préfecture de la Gironde
le :

Et publication ou notification
Du :

Fait et délibéré à MARTILLAC

Les jours, mois et an ci-dessus.

Le Maire
Dominique CLAVERIE



b) Les informations mises en ligne sur le site de la Commune



[Accueil](#) > [Vivre à Martillac](#) > [Urbanisme et environnement](#) > Le Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU)

→ RETROUVEZ VOS DOCUMENTS EN TÉLÉCHARGEMENT

Les documents concernant **Le Plan Local d'Urbanisme (PLU)** disponibles en téléchargement ci-dessous.

Révision à modalités allégées n°3 du Plan Local d'urbanisme

12.35 MB

27 August 2024

Révision à l'objet unique du Plan Local d'Urbanisme : lancement de procédure. (Espace boisé classé Smith Haut Lafitte)

633.16 KB

21 juin 2024

c) Les informations dans le bulletin municipal

CONSEIL MUNICIPAL

> COMPTE RENDU DU 31 MARS 2022

1 – Vote des taxes.
Les taux des taxes ont été adoptés :
Taxe Foncière (bâti) : 35,37 % (taux départemental auquel vient s'ajouter le taux communal inchangé)
Taxe Foncière (non bâti) : 59,60 %.

2 – Présentation du Budget Prévisionnel 2022.
Après examen par les membres de la Commission des Finances le 24 mars, le Budget Prévisionnel 2022 (prévisionnel) est présenté aux membres du Conseil Municipal.
SECTION DE FONCTIONNEMENT : en équilibre pour un montant de 4 689 921,44 €, SECTION D'INVESTISSEMENT : en équilibre pour un montant de 4 651 914,86 €.

3 – Emprunt Banque Postale.
La commune a lancé une consultation pour contracter un emprunt d'un million d'euros pour des aménagements et acquisitions futures. La Banque Postale a proposé une offre à taux fixe de 1,30 % sur 20 ans.

4 – Demande de subvention FDAEC 2022.
La commune va procéder à des travaux d'aménagement et de plantations rue Adnor d'Aquilaine (20 248,18 € TTC) et sollicite une subvention auprès du Département de 13 810 € au titre du FDEAC 2022.

5 – Avenant au PEDT.
Suite à l'avis des membres de la Commission Jeunesse réunis le 22 mars, il est proposé d'apporter une modification au PEDT de la commune. Il s'agit d'intégrer dans le Plan Educatif du Territoire de Martillac la création d'une nouvelle structure de Centre de Loisirs porté par l'Association « Sud-Ouest Animation ».

6 – Révision des tarifs de cantine.
Sur proposition des membres de la Commission Jeunesse réunis le 22 mars, la Commune va procéder à la révision des tarifs de cantine pour la rentrée scolaire de septembre.

7 – Révision des tarifs ALSH et périscolaires.
Sur proposition des membres de la Commission Jeunesse réunis le 22 mars, la commune a décidé de réviser les tarifs ALSH et périscolaire pour la rentrée scolaire de septembre.

8 – Soirées Ados : mise à jour du règlement Point Rencontre Jeunes.
Concernant les « soirées ados » il s'agit de ne pas faire payer l'adhésion pour les deux rencontres prévues en mai et juin pour le redémarrage mais plutôt d'appliquer la cotisation à partir de septembre pour l'année scolaire qui est fixée à 15 €.

9 – Intégration de l'impasse des Mimosas.
Sur proposition des propriétaires des 3 parcelles restantes à intégrer, la commune peut accepter la totalité de l'intégration de la voie et des réservoirs de l'impasse des Mimosas.

10 – Tableau de la voirie communale : impasse Méjean.
Suite à la rétrocession passée devant notaire, la Commune décide de classer l'impasse Méjean comme chemin rural et mettre à jour le tableau de voirie communale.

11 – Adoption du règlement intérieur du personnel modifié.
Suite aux observations de la Préfecture, le règlement intérieur du personnel a été modifié (application des congés et des ARTT, suppression de la journée spéciale, calcul des 1607 heures de travail annuel). Le Conseil Municipal décide de l'approuver.

12 – Médiathèque communale : vente d'ouvrages au public.
La Médiathèque communale va procéder à un « désherbage » dans ses ouvrages et procéder à la vente publique des livres à supprimer de la collection. La vente se déroulera le samedi 11 juin 2022.

13 – Provision pour créances douteuses (Budget 2022).
Les titres de recettes émis par la collectivité font l'objet de poursuites contentieuses auprès des redevables en cas de non-paiement. Les sommes à recouvrer doivent être constituées des provisions afin d'anticiper un éventuel impayé.

14 – Adhésion à la mission « retraites » du CDG33.
Le service « retraites » du Centre de Gestion a la possibilité d'aider la commune adhérente au service en contribuant les dossiers dans le cadre d'une délégation de gestion sur la plateforme multi-compte « Pept » de la Caisse des Dépôts et Consignations.

15 – Modification des dates de la consultation du public : Modification Simplifiée n°2 du PLU.
Afin de recevoir tous les avis, il a été nécessaire de reporter la consultation du public pour la modification simplifiée n°2 du PLU « La Solitude ». Une nouvelle date est attribuée par le Conseil Municipal.

16 – Dérogation pour ouvertures exceptionnelles (magasin LIDL).
Le magasin LIDL de Martillac demande les autorisations aux ouvertures sur les dimanches suivants : les 03, 10, 17, 24 et 31 juillet, les 07, 14, 21 et 28 août, les 11 et 18 décembre 2022.

17 – Révision générale du Plan Local d'Urbanisme : lancement de la procédure.
Le Conseil Municipal décide de lancer une révision générale de son PLU pour la refonte de son document d'urbanisme.

Questions diverses : tirage au sort des Jurés d'Assises 2023.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h45.

> COMPTE RENDU DU 21 JUIN 2022

1 – Décisions Modificatives n°1.
Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il y a lieu de procéder à des écritures comptables pour ajuster les crédits de recettes de fonctionnement au plus juste des dotations connues après le vote du budget ainsi que la correction d'articles et l'intégration comptable de frais d'études auprès des travaux.

2 – Mise en place de la nomenclature comptable et budgétaire M57 au 1^{er} janvier 2023.
À compter du 1^{er} janvier 2023 la commune de Martillac décide de mettre en place sa nouvelle nomenclature comptable et budgétaire, conformément aux plans comptables des Collectivités locales.

3 – Mise en place de la taxe locale pour la publicité extérieure au 1^{er} janvier 2023.
Par délibération prise le 3 décembre 2020, et suite au travail d'audit réalisé par la société REFRAC-GPAC, il est proposé au Conseil Municipal de confirmer les tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2023 au titre de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure.

4 – Plan de financement du bassin de rétention (fonds de concours CCM).
Afin de réaliser un bassin de rétention pour le quartier de Jean Galles, le plan de financement prévisionnel est validé et la commune de Martillac sollicite une aide financière auprès de la CC de Montespès.

5 – Validation de la modification simplifiée n°2 « La Solitude ».
La consultation du public étant terminée, il convient d'approuver la Modification simplifiée n°2 du PLU pour sa mise en application.

6 – Lancement de la procédure pour la révision allégée n°3 (Smith Haut Lafitte)
Il convient de lancer la procédure de révision allégée n°3 du PLU pour le projet de modification d'implantation d'un EBC de Smith Haut Lafitte.

7 – Eclairage public : coupure nocturne.
La commune de Martillac s'engage dans le cadre de sa politique d'amélioration du cadre de vie à réduire la durée d'éclairage public. L'éclairage public sera donc coupé de minuit à 6h00 du matin dans tous les quartiers, sauf centre-bourg, l'avenue du Site Montespès et la Route de Bernin.

8 – Validation enfouissement chemin la Roche (et subvention SDEEG).
Afin de réaliser les travaux d'enfouissement chemin la Roche, la commune sollicite une aide auprès du SDEEG à hauteur de 9 693,83 €.

9 – Délégation de Maîtrise d'ouvrage réfection chaussée RD111 La Morelle (bande de roulement Département).
Pour réaliser les travaux de réfection de la bande de roulement sur la RD111E4, la Commune se voit déléguer la Maîtrise d'ouvrage par le Département de la Gironde. Une aide de 50 000 € est parallèlement attribuée pour ces travaux.

10 – Tarifs de locations des 2 appartements Villa Marie Louise.
La Commune étant propriétaire de 2 appartements T2, il convient d'arrêter les montants des loyers.

13 – Impasse des Gerberas : mise à jour du tableau de voirie (chemin rural).
Il convient d'inscrire l'impasse des Gerberas dans le tableau de la Voirie Communale et de régulariser son classement en tant que Chemin Rural.

14 – Convention PUR.
La Convention PUR (partenariat privé) est amendée, les dates étant décalées.

15 – Plan de financement de l'étude hydraulique ARTELIA (Cadaujac/Martillac/CCM).
L'étude hydraulique menée conjointement avec Cadaujac et la CC de Montespès sur le bassin de Teyheny est lancée. Le nouveau plan de financement est validé.

16 – Modalités de publicité des actes de la commune (par affichage).
La commune a délibéré pour maintenir l'affichage officiel en Mairie et par internet à compter du 1^{er} juillet 2022.

17 – Convention Territoriale Globale avec la CAF.
Il s'agit d'autoriser M. le Maire à signer la nouvelle convention avec la CAF de la Gironde et la CC de Montespès pour les aides attribuées dans le cadre de la Jeunesse.

18 – Modification du règlement intérieur Jeunesse.
Avec la modification des horaires de la pause méridienne, il est nécessaire de modifier le règlement intérieur du Service Jeunesse (su en commission le 2 juin).

19 – Révision tarifs de restauration scolaire.
Compte tenu de l'augmentation du prix des denrées alimentaires à compter de la rentrée de septembre, la Commission Jeunesse réunie le 2 juin a décidé d'augmenter le prix des repas de la cantine.

20 – Révision tarifs de vente des bombes et des pièges à frelons.
Il convient de réviser les tarifs de vente en raison de l'augmentation du prix du fournisseur des bombes et des pièges à frelons.

21 – Occupation domaine communal (mise en concurrence).
La commune envisage de donner une autorisation pour l'installation d'un distributeur automatique de pizzas sur son domaine privé. En application du code du commerce européen, la commune va lancer une mise en concurrence pour l'attribution d'un emplacement de 6m².

Questions diverses.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h50.





d) Attestation de parution presse de l'annonce légale



ATTESTATION DE PARUTION

Support de parution : Courrier de Gironde
Date de publication : 14 juin 2024
Département : 33 - Gironde
N° Client : 205276

Madame, Monsieur

Nous vous remercions de la confiance que vous nous accordez pour la publication de vos formalités.

Vous trouverez ci-dessous l'attestation de parution.

Nous restons à votre disposition au 05 56 44 72 24

Département de la Gironde
COMMUNE DE MARTILLAC
Prescription de la Révision à objet unique
n°3 du plan local d'urbanisme communal
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants, L.153-41 et
suites, R.153-20 et R.153-21 ;
Vu le plan local d'urbanisme révisé le 27 juin 2022,
Considérant que la mise en œuvre d'un projet de transfert d'un Espace Boisé Classé
pour le Château Smith-Haut-Lafitte sur la Commune,
Vu la délibération du 21/06/2022 du Conseil municipal de Martillac prescrivant la
modification n°3 du plan local d'urbanisme communal ;
La Révision à objet unique n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Martillac est prescrite
conformément à l'article L.153-34 du code de l'urbanisme.
L'arrêté sera affiché pendant un mois en mairie de Martillac - 14 avenue Charles de
Gaulle 33650. Mention de cet affichage sera inséré en caractères apparents dans un
journal d'annonces légales diffusé dans le département.
Mise à disposition du public d'un registre destiné aux observations de toute personne
intéressée jusqu'à l'arrêt du projet, consultable en mairie de Martillac, aux heures et
jours d'ouverture.
Possibilité d'écrire au Maire par courrier postal à l'adresse de la mairie, 14 Avenue
Charles de Gaulle, 33650 Martillac, ou par courriel à l'adresse suivante :
secretariat@mairie-martillac.fr

Vincent Ward

ALC REGIE
rue du Docteur Jean Vincent
BP 20 238
33028 BORDEAUX CEDEX
Tél. : 05 56 44 72 24 - Fax : 05 56 44 33 70

Sous réserve d'incident technique / conformité juridique,
le Président

Envoyé en préfecture le 16/09/2024

Reçu en préfecture le 16/09/2024

Publié le



ID : 033-213302748-20240912-DCM_056_2024-DE